



Varsovie, le 14 février 2017

**LE JOURNALISTE ZHANBOLAT MAMAY A ETE ARRETE EN LIAISON AVEC LA PROCEDURE PENALE CONTRE  
MOUKHTAR ABLYAZOV DANS L'AFFAIRE BANQUE BTA**

**Le 11 février 2017, le rédacteur en chef du journal d'opposition "Tribuna", Zhanbolat Mamay a été arrêté. Les autorités kazakhes l'ont reconnu comme "un membre du groupe criminel de Moukhtar Ablyazov". Les accusations portées contre le journaliste sont basées sur des témoignages du réfugié, Zhaksylyk Zharimbetov, enlevé en Turquie par des agents du service de renseignement il y a trois semaines. Les autorités kazakhes continuent l'utilisation des poursuites pénales à l'encontre de l'opposant, Moukhtar Ablyazov, en vue d'effectuer des représailles contre les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les medias indépendants.**

Le 10 février 2017, l'Agence nationale anticorruption kazakhe a accusé Zhanbolat Mamay à travers le journal "Tribuna" d'avoir "blanchi des livres sterling volées à la Banque BTA" (Code pénal kazakh, article 193, section 3)<sup>1</sup>. Le journaliste est menacé d'une peine de 7 ans de prison. Le 10 février 2017, Mamay a été détenu par la police qui a effectué une perquisition dans son appartement et dans son bureau de rédacteur du journal.

Le 11 février 2017, la Cour de district de Medeusky à Almaty a condamné Zhanbolat Mamay à 60 jours de détention provisoire en refusant de le placer en résidence surveillée ou le mettre en liberté sous caution malgré le fait que les journalistes kazakhs et les défenseurs des droits de l'homme<sup>2</sup> aient offert de payer la caution.

**Zhanbolat Mamay est devenu une nouvelle victime de la procédure pénale déclenchée contre l'homme politique, Moukhtar Ablyazov.** Le président Nazarbaïev considère Ablyazov comme ennemi personnel. Ablyazov a été le président de la Banque BTA – une banque privée d'une importance stratégique pour le secteur bancaire dans le pays. En 2009, les autorités kazakhes ont effectué une nationalisation forcée de la banque BTA en accusant Ablyazov et ses collègues de détournement de fonds bancaires<sup>3</sup>.

En décembre 2016, **la France a reconnu que l'affaire Ablyazov avait été fondée sur des motifs politiques** et de ce fait elle a refusé l'extradition du banquier. Peu de temps après, les autorités kazakhes ont déployé des efforts pour obtenir des témoignages 'additionnels' contre l'opposant politique. En janvier 2017, **des agents du service de renseignement** ont enlevé en Turquie Zhaksylyk Zharimbetov, ancien directeur de la Banque BTA. Après avoir été placé en détention provisoire de 10 jours, Zharimbetov a commencé à témoigner contre Ablyazov. **Les autorités ont rapidement déclaré qu'un nouvel associé d'Ablyazov [c'est à dire Mamay] avait été identifié"**.

Les observateurs présents à une audience sur la libération sous caution ont signalé que le juge avait prononcé à haute voix les accusations à l'encontre de Mamay. Il indiqua que, **selon les aveux de Zharimbetov, "son parent a transféré 110,000 de dollars d'Ablyazov sur les comptes de nombreuses personnes, y compris Znanbolat Mamay (de 2013 à 2014)"**<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> <http://anticorruption.gov.kz/rus/infocentr/news/?cid=0&rid=306>

<sup>2</sup> Rysbek Sarsenbay, Gulzhan Yergaliyeva, Andrey Sviridov, Ramazan Yesergepov et Marzhan Aspayandirova.

<sup>3</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/8092,report-kazakhstan-pursues-former-top-managers-of-bta-bank-in-order-to-obtain-their-testimonies-against-mukhtar-ablyazov>

<sup>4</sup> <https://www.facebook.com/guljan.tama/posts/754524848055700>

---

Le 11 février 2017, Mamay a déclaré: *“Je ne m’étais jamais impliqué dans les affaires ni dans les opérations financières. Je suis convaincu que ces enquêtes sont en fait une mesure de représailles à caractère politique ciblées contre moi en tant que journaliste qui ont pour but de fermer ‘Tribuna’”*.<sup>5</sup> ‘Tribuna’ a déjà été soumis plusieurs fois à des représailles. Entre autres, le journal a été obligé de payer des amendes au-dessus de ses moyens (de 8,000 EUR à 15,000 EUR) en liaison avec des poursuites douteuses pour ‘protection de la dignité’.<sup>6</sup>

**Lors de leurs persécutions contre Moukhtar Ablyazov, les autorités ont utilisé aussi bien l’opposition politique que les médias.** En décembre 2012, la Cour kazakhe a interdit les activités du parti ‘Alga’ et elle a fermé 34 médias indépendants<sup>7</sup>. La Cour a déclaré que ceux-ci étaient ‘affiliés avec Ablyazov’ et elle les a accusés ‘d’incitation à la haine sociale’ à Janaozen.

Le 16 décembre 2011, dans la ville de Janaozen (à l’Ouest du Kazakhstan) la police a ouvert le feu sur les ouvriers du pétrole qui participaient à une manifestation de paix. Vladimir Kozlov, opposant politique qui soutenait les ouvriers, a été condamné à 7 ans et demi de prison. Les autorités l’ont accusé ‘d’avoir agi sur instructions d’Ablyazov’ et ‘d’avoir provoqué par conséquent la tragédie’. Zhanbolat Mamay s’est exprimé en faveur de la défense des ouvriers du pétrole lors de la conférence annuelle OSCE, après quoi, il est devenu le défenseur dans l’affaire pénale de Kozlov. En 2012, Mamay a été maintenu en prison presque un mois. Sa poursuite pénale a été finalement arrêtée conformément à l’article 65 du Code pénal kazakh (‘repentir actif’).

**Zhanbolat Mamay risque de devenir un nouvel otage forcé par les autorités à témoigner contre Moukhtar Ablyazov en échange de sa mise en liberté selon l’article 65 du Code pénal kazakh. Pour les prisonniers politiques au Kazakhstan ‘le repentir actif’ est la seule chance d’être libéré, d’autant plus que le soutien reçu de la part des pays de l’UE est plutôt faible et en gardant à l’esprit que dans des prisons kazakhes les tortures sont utilisées.**

**L’affaire Mamay prouve que chaque opposant ou journaliste indépendant au Kazakhstan peut être accusé ‘de coopération avec Ablyazov’ et de ‘blanchiment de livres sterling volées à la Banque BTA’. Par ces moyens le gouvernement Kazakh fait taire les critiques sous un prétexte de leurs ‘relations avec Ablyazov’.**

**Noursoultan Nazarbaïev a recours à chaque mesure possible pour neutraliser son adversaire de longue date. Les faits qui sont présentés comme ‘des preuves’ dans l’affaire Banque BTA sont en fait des aveux obtenus par la menace, l’enlèvement, le chantage. Les autorités kazakhes utilisent ces ‘preuves’ pour persécuter Ablyazov en Grande Bretagne (particulièrement dans le but de saisir ses actifs gelés et de provoquer l’annulation de son statut de réfugié). Les autorités compétentes britanniques devraient être attentives à l’aspect politique de l’affaire Banque BTA ainsi qu’au fait que cette affaire ait été fabriquée de toutes pièces.**

**Par la présente, la Fondation Dialogue Ouvert appelle les pays de l’Union Européenne et les Etats-Unis à demander au gouvernement Kazakh de mettre immédiatement en liberté Zhanbolat Mamay et d’arrêter la procédure pénale contre lui.**

**Pour obtenir plus d’informations détaillées, n’hésitez pas à nous contacter:**

Igor Savchenko – [igor.savchenko@odfoundation.eu](mailto:igor.savchenko@odfoundation.eu)

Lyudmyla Kozlovska – [lyudmylakozlovska@odfoundation.eu](mailto:lyudmylakozlovska@odfoundation.eu)

---

<sup>5</sup> <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=148759462301021&set=a.122092574967710.1073741828.100015009044844&type=3&theater>

<sup>6</sup> En mars 2014, la cour a condamné *Tribuna* à payer une amende de 2 000 000 KZT (environ 7900 EUR) pour soi-disant interprétation erronée de quotas. En juillet 2016, le journal a été pénalisé d’une amende de 5 000 000 KZT (environ 15 000 EUR) en liaison avec la publication concernant une agence de publicité.

<sup>7</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/3420,report-independent-and-opposition-media-in-kazakhstan-are-on-the-brink-of-annihilation>